

Être actifs aujourd'hui pour ne pas être radioactifs demain : sortir du nucléaire, c'est possible...

FUKUSHIMA : QUELLES CONSÉQUENCES SANITAIRES ?

De nombreux japonais sont morts suite au terrible tremblement de terre et au tsunami qui ont touché leur pays. Le peuple japonais risque hélas de payer cher et pour longtemps la catastrophe de Fukushima.

Les ONG locales affirment qu'une zone d'exclusion de 100 kilomètres autour de la centrale devra être établie pour des dizaines, voire des centaines d'années.

En définitive, 8 millions de personnes risquent de devenir des réfugiés nucléaires au Japon. Soit plus que la population des régions PACA et Languedoc-Roussillon réunies.

Il est aujourd'hui établi que le taux de cancer va s'accroître et que des mutations génétiques toucheront les générations futures au Japon et peut-être beaucoup plus loin. Quant aux personnes qui se battent courageusement sur le site pour sauver la centrale, certaines reçoivent des doses d'irradiations très importantes et sans aucun doute mortelles.

LE NUCLÉAIRE, MOINS DANGEREUX EN FRANCE ? L'AVEU DE L'AUTORITÉ DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE...

Le responsable de l'Autorité de Sûreté Nucléaire André-Claude Lacoste a exprimé récemment, à la différence de l'Allemagne, sa volonté d'exclure le risque de crash aérien et terroriste des « stress tests » que la WENRA (Western European Nuclear Regulators Association) va proposer à la commission européenne.

Cette nouvelle est bien peu rassurante. Maintenant que preuve est faite que le danger nucléaire n'a rien d'hypothétique, on ne peut pas tolérer que les tests de sécurité sur les centrales françaises soient incomplets.

C'est la raison pour laquelle les écologistes réclament que ces « stress tests » et les audits demandés par le premier ministre fassent l'objet d'une approche pluraliste et transparente. Des experts indépendants doivent y participer. Et de véritables débats publics auxquels pourront participer les associations environnementales et les citoyens doivent être organisés.

De même, il est impératif que les représentants des parlements des pays limitrophes soient invités à y participer. Les audits demandés par François Fillon et les « stress tests » initiés au niveau européen semblent aujourd'hui bien peu crédibles et ne font, en l'état, qu'accroître les suspicions qui pèsent sur la filière nucléaire.

Nucléaire :

engageons la transition énergétique

Prix de l'électricité : le nucléaire pas si bon marché

On dit souvent que l'électricité produite grâce au nucléaire n'est pas chère. Mais ce prix n'intègre pas tous les coûts. Par exemple, pour le démantèlement de ses réacteurs, EDF n'a provisionné que 13 milliards d'euros pour le financer. Or la Cour des comptes elle-même, qui prend la Grande-Bretagne pour référence, considère que cette somme est sous-estimée.

Pour le démantèlement de 26 réacteurs, 101 milliards d'euros ont été provisionnés outre-Manche. Soit 4 milliards par réacteur. Il y a 58 réacteurs en France. Si l'on multiplie ces chiffres, on peut donc raisonnablement estimer que le prix à payer du démantèlement de notre parc sur 20 ans sera de 232 milliards d'euros.

Si l'on intègre cette somme dans le coût du kilowatt/heure, cela produit une augmentation 50 % à minima (en lissant cette provision sur 30 ans). Et cette augmentation n'inclut ni les coûts de la recherche nucléaire, ni les coûts de traitement des déchets radioactifs.

EPR : l'illusion de la nouvelle génération nucléaire

Le choix du gouvernement de construire deux nouveaux réacteurs nucléaires EPR (European Pressurized Reactor) vise à réengager la France dans un vaste programme nucléaire au XXI^e siècle.

Les surcoûts entraînés par la construction des réacteurs EPR en Finlande et en Basse Normandie se chiffrent d'ores et déjà en milliards d'euros. Or une étude indépendante a démontré que si l'on investissait autant d'argent dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique que dans l'EPR français, on produirait plus d'énergie. Et l'on créerait beaucoup plus d'emplois durables. Si la filière nucléaire compte aujourd'hui environ 100 000 emplois, l'industrie naissante des renouvelables compte déjà plus de 80 000 emplois et pourraient en représenter quatre fois plus dans le cas d'une réelle transition énergétique, comme en Allemagne.

La transition vers un autre modèle énergétique est possible

Europe Ecologie Les Verts propose de modifier les choix énergétiques actuels en conciliant confort, sécurité et économie.

Par exemple, le scénario porté par Negawatt propose de réduire à la fois nos émissions de gaz à effet de serre et de nous émanciper de l'énergie nucléaire. Il repose sur trois piliers : sobriété, efficacité énergétique et énergies renouvelables. Il propose de :

- combiner les énergies renouvelables : solaire thermique pour l'eau chaude et photovoltaïque pour l'électricité, éolien terrestre et maritime, marines (marémotrice, hydroliennes...), hydraulique, co-génération, biomasse et géothermie ;
- réduire les gaspillages quotidiens : nous n'avons pas besoin de tours de bureaux allumées la nuit, ni de panneaux publicitaires électriques pour notre confort quotidien. Il existe des milliers de sources d'économie du même type ;
- augmenter l'efficacité énergétique : le potentiel d'isolation des bâtiments, d'amélioration des moyens de transport et des appareils que nous utilisons est considérable. Les techniques existent déjà. Leur développement permettrait de créer des centaines milliers d'emplois locaux. L'énergie la moins chère est celle que nous ne produisons pas.